

Affaire du Coran brûlé : le délit de blasphème n'existe pas en France, Messieurs Choukri et Ries

Communiqué de Résistance Républicaine

Résistance républicaine remarque l'agitation médiatique créée autour d'un fait divers : un homme a incendié le Coran, et a uriné dessus. Ce fait a circulé sur facebook. Le délégué général de la Grande Mosquée de Strasbourg, Abelaziz Choukri, annonce qu'il va déposer plainte pour « racisme ». Le maire de Strasbourg, Roland Ries, considérant que les actes de racisme se multiplient dans la région, lance, de manière médiatique, un appel à un Front républicain contre le racisme, entouré du professeur Nisand et de Faruk Günaltay.

Résistance Républicaine, bien que perplexe quant aux raisons de l'action de cet homme, ne s'étonne pas de la démarche d'Abelaziz Choukri, qui amalgame à du racisme un acte hostile à une religion. Ce dignitaire religieux ne fait que relayer, sur notre territoire, la démarche de l'Organisation de la Conférence Islamiste (OCI) qui, forte de 57 pays, au sein de l'Onu, fait pression sur les Etats pour réintroduire le délit de blasphème. La France, où règne une grande liberté d'expression sur le fait religieux, est particulièrement visée par cette campagne, comme on l'a vu lors de l'affaire des caricatures, où, en 2007, les dessinateurs de Charlie Hebdo avaient été traînés devant les tribunaux, et finalement acquittés.

Il est plus surprenant qu'un élu de la République reprenne cette campagne, et l'instrumentalise. Le maire de Strasbourg devrait savoir que l'islam n'est pas une race, mais une idéologie politico-religieuse. C'est galvauder le nécessaire

combat anti-raciste que de l'amalgamer à une critique, certes sous forme provocatrice, d'un livre religieux dont certains passages appellent, par ailleurs, ouvertement à la haine et à la violence contre les athées, les homosexuels, les juifs et les femmes. Résistance Républicaine s'est d'ailleurs étonné que le maire de Strasbourg décore le président du CFCM, Mohammed Moussaoui, de l'ordre du mérite de la Ville, alors que l'action essentielle de cet homme, jusqu'à ce jour, consiste à faire progresser l'islam, et à faire reculer la laïcité et la liberté d'expression dans notre pays, comme l'a montré sa demande d'annulation d'un débat organisé par la Droite Libre, le 30 septembre, au Parlement.

Résistance républicaine s'étonne que l'auteur de la provocation ait été longuement entendu par la police, quand un imam intégriste a pu tenir des propos appelant à la guerre civile à Limoges, sans aucun problème avec les forces de l'ordre. Elle remarque le décalage entre l'absence de réaction des dignitaires religieux musulmans quand des supporters de football algériens brûlent le drapeau français, à Toulouse, et le remplacent par le drapeau algérien, devant des policiers passifs, et ce fait divers.

Résistance Républicaine avait appelé, à Strasbourg, à célébrer, le 4 septembre, le 140e anniversaire de la IIIe République. A cette occasion, nous avons été confrontés à la violence verbale et aux intimidations physiques de nombre de jeunes de culture arabo-musulmane, sans que cela n'émeuve outre-mesure MM. Choukri et Ries.

Résistance Républicaine appelle à lutter contre les racismes et tous les appels à la haine, et fait remarquer, contrairement au discours politiquement correct des organisations dites anti-racistes, que les mots « sales blancs », « sales cefrans » et « sales juifs » sont de plus en plus souvent entendus, sans oublier les paroles de certaines chansons de rappeurs, et ne suscitent pas l'ampleur de la réaction qu'un simple fait divers mettant en cause le Coran provoque d'une manière démesurée.

Résistance Républicaine ne peut donc que s'interroger sur le

sens de ce « deux poids deux mesures ».

Fait à Strasbourg le 5 octobre

Francis Neri, responsable Résistance Républicaine Alsace

Christine Tasin, présidente de Résistance Républicaine